

Unité départementale de l'Artois
Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet – Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MC CAIN ALIMENTAIRE

483 RUE DU BEAU MARAIS
BP 147
62400 Béthune

Références : 1107-2024
Code AIOT : 0007000661

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement MC CAIN ALIMENTAIRE implanté 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MC CAIN ALIMENTAIRE
- 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune
- Code AIOT : 0007000661
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement s'approvisionne en eau via le réseau de ville et via 2 forages.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------|---|-------------------|
| 1 | Prélèvements d'eau | Arrêté Préfectoral du 01/08/1996, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement MC CAIN ALIMENTAIRE est un gros préleveur d'eaux souterraines. Des diminutions de prélèvements conjoncturelles (arrêt de l'usine) et structurelles (fiabilisation d'opérations) sont constatées depuis plusieurs années. Les prélèvements sont suivis et un plan d'entretien des forages et de leurs équipements est en place. Des schémas de distribution de l'eau brute sont établis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements d'eau

| | | | |
|---|---|------------|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/1996, article 4 | | | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Origine et limite des prélèvements | | | |
| Prescription contrôlée : | | | |
| Respect du volume maximal de prélèvement prescrit en m ³ /j et/ou m ³ /an au niveau des différentes sources (réseau / eau de surface / eau souterraine) | | | |
| Constats : | | | |
| L'eau utilisée dans l'établissement provient de trois sources : deux forages en nappe phréatique repérés F3 et F4, alimentation en eau potable à partir du réseau d'eau de ville. | | | |
| L'établissement prélève dans la Craie de l'Artois et de la vallée de la Lys. | | | |
| Les limites de prélèvements pour chacune de ces sources sont reprises dans le tableau suivant : | | | |
| | C o o r d o n n é e s L A M B E R T | Profondeur | Débit maximal cumulé des deux forages |
| Forage F3 | X= 622,410 km Y=314,90 km Z=20 m | 50 m | 300 m ³ /h 6 000 m ³ /j 1 400 000 m ³ /an |
| Forage F4 | X= 622,495 km Y=314,955 km Z=20 m | 50 m | |

Les forages sont utilisés pour l'alimentation du réseau incendie.

L'alimentation en eau potable est à partir du réseau de ville. Il n'y a pas de débit maximal prescrit.

D'après GEREP :

| Année déclarée | Eaux souterraines (m ³ /an) | Eau potable (m ³ /an) | Prélèvement total (m ³ /an) |
|----------------|--|----------------------------------|--|
| 2023 | 800 507 | 3 000 | 803 507 |
| 2022 | 840 037 | - | 840 037 |
| 2021 | - | - | 867 526 |
| 2020 | - | - | 611 554 |

Les seuils par an des prélèvements des eaux souterraines ne sont pas dépassés.

L'exploitant doit remplir toutes les données GEREP.

L'objectif visé pour 2023/2024 est de ne pas dépasser 2 200 m³/j, grâce aux environ 30 compteurs pour cibler les origines de consommation, 12 zones de surveillance, le traitement d'eau par osmose inverse des chaudières afin de réduire l'eau de purge.

Le relevé des compteurs d'eau par forage est automatique en ciblant la valeur limite de 100 m³/h.

Le forage F3 est prioritaire sur le forage F4 (redondance).

Le 9/10/2024 sur le F3 ont été prélevés 2298 m³/j, contre 272 m³/j sur le F4. Le dépassement de la valeur cible est expliqué par le nettoyage des voies. Dans tous les cas, les prélèvements sont limités par le volume des rejets qui est de 3 600 m³/j.

En période de sécheresse :

- la valeur cible F3+F4 est de 2100 m³/j. Les seules actions sécheresse sont : refus de laver la route, arrêt annuel de l'usine en juillet.

De plus, en août, le procédé de blanchissement des pommes des terres nécessite plus d'eau, car des pommes de terres pendant cette période datent de l'ancienne récolte.

Sur la base des contraintes du process continu de fabrication, de la taille des équipements et du volume d'eau pour leur fonctionnement, ainsi que les contraintes de sécurité alimentaire...

l'exploitant estime qu'une réduction ponctuelle de 5 % est envisageable moyennant une réorganisation forte de l'usine au niveau des phases de nettoyage, à savoir, ajout de personnel pour privilégier le nettoyage à sec et une réduction au minimum des appoints d'eau.

L'exploitant privilégie une démarche globale de réduction de la consommation d'eau.

Sur la base de l'historique de consommation sur les 5 dernières années et afin d'être en cohérence avec le volume de rejet maximal autorisé de la STEP, l'exploitant a proposé de fixer les seuils suivants :

- volume annuel : 850 000 m³/an,
- volume journalier de prélèvement : 3 600 m³/j,
- volume horaire maximal : 300 m³/h.

En comparaison avec l'arrêté du 1996, les nouvelles valeurs représentent une diminution de :

| | | | |
|--|------|------|------------------|
| | 1996 | 2024 | Evolution baisse |
|--|------|------|------------------|

| | | | |
|-------------------|-----------|---------|-------|
| | | | |
| Volume annuel | 1 400 000 | 850 000 | -39 % |
| Volume journalier | 6 000 | 3 600 | -40 % |
| Volume horaire | 300 | 300 | 0 % |

L'exploitant est en mesure de confirmer le bon état et la bonne étanchéité des réseaux d'alimentation par les mesures de la qualité d'eau et par les équipements empêchant le retour en sens inverse de l'eau pompée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de ces niveaux de prélèvement, l'inspection des installations classées indique à l'exploitant qu'il était concerné par l'action régionale « prélèvements d'eau et sécheresse » lancée en 2020, et a évoqué les dispositions associées :

- mise à jour des limites maximales des prélèvements au regard des prélèvements réels depuis plusieurs années ;
- transmission des relevés via l'application GIDAF selon une fréquence trimestrielle hors période de sécheresse, et mensuelle en période de sécheresse. Pour permettre ces saisies, l'inspection des installations classées mettra à jour le cadre GIDAF de l'établissement ;
- remise sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion de l'eau sur le site dans le but de réduire les prélèvements ;
- remise sous 9 mois d'un plan d'actions « sécheresse » avec pour objectifs une diminution des prélèvements de 5 % en cas de vigilance renforcée ; 10 % en cas d'alerte ; - 20 % en cas d'alerte renforcée.

La proposition du projet d'arrêté préfectoral complémentaire correspondant fera l'objet d'un rapport distinct à monsieur le Préfet.

Type de suites proposées : Sans suite